

Nouvelles images d'Haïti



Bulletin mensuel du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Tél : 01 43 48 31 78

Inforépondeur : 01 43 48 20 81

Mail : collectifhaiti@hotmail.com

Site internet : www.collectifhaiti.org

Abonnement : 15 €

Supplément à Une Semaine en Haïti

Janvier 2003 - N° 13

EDITORIAL

2004, une année qui veut dire beaucoup pour les Haïtiens. Signifiera-t-elle une démocratie enfin retrouvée ? Même si la situation semble se détériorer de plus en plus, c'est le plus grand souhait que nous faisons. Ce serait une belle manière de fêter le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti. Il y 200 ans, les Haïtiens obtenaient leur indépendance. Ce fut un des premiers peuples à l'avoir « gagné ». Mais à quel prix ? Après que la France ait « importé » et peuplé l'île d'esclaves venant d'Afrique, pour exploiter les terres, celle-ci a fait payer très cher son indépendance au peuple d'Haïti.

Que retiendra l'Histoire ? La honte de la France pour l'esclavage ? Le fait d'avoir fait payer l'indépendance à Haïti ? Ou encore le courage, la dignité du peuple haïtien pour avoir obtenu son indépendance, la tête haute ?

Ce mois-ci, Nouvelles Images d'Haïti, nous ouvre aux préparatifs de cet anniversaire. Le regard de Gérard Barthélémy, anthropologue, interroge notamment la responsabilité de la France dans les événements qui ont marqué l'histoire d'Haïti, de son indépendance jusqu'à aujourd'hui. Ces interrogations, sauront-elles nous interpeller à un moment où se prépare le troisième forum social mondial à Porto Allègre. Là-bas, des hommes et des femmes viendront des quatre coins du monde témoigner qu'un autre monde est possible... un monde basé sur la justice. Pour Haïti, la première des justices, ne serait-ce pas de reconnaître les fautes de la France, et de bien d'autres pays dans ce qui a fait l'histoire de cette île, de ce peuple ?

Que ces interrogations ne nous empêchent pas de vous souhaiter tous nos vœux pour cette nouvelle année. Que ce soit pour Haïti une année de paix, de nouvelles initiatives pour instaurer une vraie démocratie, une vraie justice. Que tous les acteurs haïtiens qui depuis toujours mènent courageusement des projets pour atteindre cet objectif, soient reconnus et entendus.

Le comité de rédaction

Haïti 2004 ou le fantôme de St Domingue (Extraits)

La commémoration du bicentenaire de l'Indépendance d'Haïti, dans quelques mois, le 4 janvier 2004, paraît devoir se situer pour les non-spécialistes à la limite de la curiosité historique voire du simple folklore sur fond d'exotisme.

Et pourtant, il s'agit là d'une date singulière dans l'histoire de l'humanité, celle de la première victoire radicale contre la domination coloniale fondée sur le système de l'esclavage.

En quoi la France se trouve-t-elle donc concernée et, même au tout premier chef, par cet événement "atypique".

Rappelons tout d'abord qu'Haïti est, si on peut le dire, un pays créé par la France. Sur ce territoire en partie abandonné par l'Espagne, pratiquement sans population indigène survivante et acquis par le traité de Ryswick, on ne va cesser d'importer pendant tout le 18^{ème} siècle, par centaines de milliers, ses habitants : les esclaves transplantés d'Afrique en même temps que quelques vingt

mille petits blancs fonctionnaires et autres colons venus de la métropole.

Or, à la différence des autres esclaves des Amériques et des Antilles à qui la liberté fût peu à peu octroyée au cours du 19^{ème} siècle, les esclaves de St Domingue n'ont jamais été émancipés que par eux-mêmes. Cette conquête, en effet, ils l'ont arrachée de haute lutte successivement aux armées d'Espagne, d'Angleterre puis aux régiments de Bonaparte.

L'épopée de ce pays, né le 1^{er} janvier 1804, restera largement ignorée sinon incomprise dans la mesure où il s'agit d'un cas unique et qui ne relève d'aucune rubrique usuelle dans l'histoire des peuples opprimés. Aujourd'hui, deux siècles plus tard, que reste-t-il donc dans la mémoire française de tout cela ? Quel sens allons nous donner à cette commémoration ? (...)

Pour commémorer, il faut des protagonistes. A propos de cet événement vécu à deux, même si ce fût l'un contre l'autre, on se trouve aujourd'hui avec Haïti devant une question commune : " finalement en 2004 qui va commémorer quoi ? " (...)

Rappelons en effet que la France, au nom d'une sévérité idéologique qu'elle n'applique trop souvent qu'aux

seuls pays faibles, sans ressources et donc ne présentant aucun enjeu véritable, se trouve actuellement largement l'inspiratrice de la politique des sanctions économiques appliquées depuis deux ans par les pays de l'Union Européenne à l'encontre d'Haïti et de son gouvernement et qui consistent à bloquer tous les crédits de l'aide. (...)

Ainsi, pour se donner à bon compte une image de champion de la démocratie on finit par renier tout un passé et tout un vécu commun. A titre d'exemple, dans le cadre des cérémonies du transfert au Panthéon des cendres d'Alexandre Dumas, aucune mention particulière n'a été faite d'Haïti bien que Dumas ait été le fils d'un mulâtre de St Domingue né lui-même sur le sol d'Haïti. (...)

Pour le reste, on se contentera sans doute, au Quai d'Orsay comme ailleurs, d'appuyer du bout des lèvres quelques initiatives haïtiennes.

• Du côté d'Haïti

Peut-il en être autrement alors que du côté d'Haïti, il faut le reconnaître, les choses se présentent plutôt mal. D'un côté, le gouvernement actuel trop souvent empêtré dans la bouffonnerie d'une vie politique à base de corruption, de drogue et de règlements de compte entre milices du pouvoir, mobilise vaille que vaille quelques ressources pour fêter un bicentenaire dont la dimension et la signification le dépassent. De l'autre, l'opposition tout en cherchant à s'attribuer le monopole de cette commémoration, refuse à l'avance toute crédibilité et toute justification aux initiatives gouvernementales dans ce domaine. (...)

• Un événement qui gêne

Faut-il donc, dans ces conditions se résigner à expédier la commémoration d'un événement qui, dans le fond, semble devoir gêner tout le monde ou bien ne faut-il pas, malgré tout, tenter d'aller au-delà des simples discours convenus qui commencent à se dessiner à travers quelques colloques envisagés et autres actes de circonstance.

La première étape du côté français doit viser à sortir enfin de l'amnésie collective qui concerne tout ce qui touche à ce premier coup porté à la "mission civilisatrice" de l'Occident. A l'époque seuls quelques auteurs, tels un Victor Hugo ou un Lamartine, avaient pourtant osé aborder de front ce passé douloureux en traitant de cette première défaite coloniale vite oubliée. (...)

(...) Malgré les travaux récents d'historiens qui, avec Yves Benot, tentent peu à peu d'exhumer ce passé colonial, il reste beaucoup à faire pour l'intégrer à notre vécu collectif. Il faudra bien un jour, aussi, accepter et

reconnaître que, en 1825, l'indépendance fut finalement vendue à ce petit peuple de quelques 600.000 habitants, par Charles X, pour le prix exorbitant à l'époque de 150 millions de francs or. Cette indemnité, qui souleva alors la colère de Schoelcher, même réduite par la suite à 90 millions, sera traînée comme un boulet financier par le pays tout entier jusqu'à son paiement intégral avant la fin du siècle. (...)

[Les] nouveaux maîtres "occidentalisés" du pays (...) reprennent alors à leur compte le modèle français pour mieux détourner ce peuple de paysans noirs de son africanité afin de mieux le dominer au nom des valeurs occidentales. Un code rural, héritier honteux du Code Noir, viendra rapidement institutionnaliser cette nouvelle colonisation intérieure.

Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui ! Voilà pourquoi le fantôme de St Domingue hante toujours la mémoire de deux peuples qui risquent fort, au train où vont les choses, de rater ce rendez-vous imposé par l'Histoire.

• Alors, que faire?

Ce monde clos qui se referme sur les deux protagonistes figés ne pourra reprendre vie que s'il s'ouvre sur le monde extérieur car celui-ci a été impliqué dès le départ dans cette secousse qui s'est propagée à travers tout l'univers colonisé avec comme épice les Caraïbes. (...)

Tout cet ensemble constitue le cercle rapproché des pays dits "amis" aujourd'hui inquiets de l'instabilité politique haïtienne, sa forte émigration clandestine et de son économie en ruine. (...)

La seule façon de sortir de cette absurde spirale de misère et d'incompréhension semble aujourd'hui d'épauler Haïti grâce à une action concertée pour vivre positivement ce bicentenaire, pour se mettre en valeur à ses propres yeux et à ceux du monde et pour remettre ainsi collectivement à l'honneur les valeurs qui avaient triomphé il y a deux siècles. Essayons pour cela de lever l'interdit qui pèse toujours sur ce petit peuple courageux et obstiné même s'il est parfois bien déroutant.

Gérard Barthélemy
Anthropologue

10 décembre 2002

Dernier ouvrage : *Créoles et Bossales - Conflit en Haïti* - Edition Ibis Rouge 2001.



Prix des Droits de l'Homme de la république française.

Le 19 décembre 2002, au Centre des Conférences Internationales, Jean-Claude Bajoux pour le Centre Océuménique des Droits de l'Homme d'Haïti, s'est vu remettre le prix des Droits de l'Homme 2002.

Le 19 décembre, le Centre des Conférences Internationales (Paris) accueillait la remise du prix des droits de l'Homme 2002. Ce prix récompense chaque année des projets de terrain.

En 2002, 5 lauréats (sur 71 candidatures) ont été récompensés pour leur action dans le domaine de la lutte contre l'impunité ou l'aide aux demandeurs d'asile.

Le Centre Œcuménique des Droits de l'Homme a été remarqué pour son programme « Mémoire et résistance » qui vise à mettre en lumière, à rappeler aux jeunes générations, la résistance à la dictature des Duvalier et les victimes de cette période.

C'est le directeur du Centre, Jean-Claude Bajoux, qui a reçu le prix des mains de Renaud Muselier, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Dans son allocution, M. Bajoux a remercié les autorités françaises en Haïti pour leur position ferme par rapport aux droits humains et leur appui. Mais il a surtout rappelé la situation de violence et de frustration qui prévaut actuellement en Haïti, après une période de folie et d'espoir. Il a enfin insisté sur les finalités du programme « Mémoire et résistance » : rompre le silence sur le passé et mettre face à face les victimes et les bourreaux pour que cesse l'impunité. Le prix est accompagné d'une dotation de 18 000 euros.



Le petit-fils d'une esclave haïtienne entre au Panthéon

Personne ne savait qu'Alexandre Dumas était le petit-fils d'une esclave haïtienne. Et l'on peut regretter que cela ne fût pas plus mis en avant lors de l'entrée au Panthéon de l'auteur des « Trois Mousquetaires », le 30 novembre dernier.

Outre quelques références dans le discours du Président de la République, et la présence d'une Marianne noire dans le cortège, c'est surtout l'écrivain Claude Ribbe, dans un discours au Sénat, qui a insisté sur l'ascendance de Dumas. Précisant que son père, un autre Alexandre devenu général des armées françaises, était né esclave et qu'il était arrivé en France sans-papiers. Rappelant aussi qu'Alexandre, le romancier, était né en 1802, année où Napoléon rétablissait l'esclavage.

Hommage à Émile Ollivier

C'est dans un salon du Centre culturel canadien à Paris, le 9 janvier 2003, qu'un dernier hommage a été rendu à l'écrivain Émile Ollivier récemment disparu à Montréal.

L'hommage a été préparé par l'écrivain Louis-Philippe Dalembert avec la complicité des conteurs Mimi Barthélémy et Maxime Dumont, et Denis Lefrançois, Michèle Lemoine et Geneviève Pier. Le chanteur et guitariste Amos Coulanges, invité également, n'a pu participer à cet événement.

L'émotion était grande quand les artistes se sont mis en place pour nous lire de larges extraits de ses œuvres. Un découpage très bien élaboré pour faire défiler devant nous son enfance et son adolescence en Haïti, l'arrivée à Montréal, sa vie d'exilé. Des questionnements, des découvertes, des analyses, des réflexions parsemés d'humour, tout était bien agencé pour revivre avec lui son parcours. Chaque lecteur prenait la parole d'une façon aléatoire pour le public et nous pouvions suivre de l'un à l'autre le récit coloré, anecdotique ou profond d'une brève partie de la vie de l'auteur disparu. Mimi Barthélémy nous raconta une histoire inquiétante de « diab-bondie » et entrecoupa les lectures de mini chansons en créole.

L'émotion fut plus grande encore quand Mme Glémaud-Ollivier s'approcha pour terminer la soirée par la lecture, la gorge nouée, d'une lettre-poème à Emile.

La famille et les amis proches de l'écrivain composaient une partie du public. S.E. l'ambassadeur d'Haïti en France, M. Saurel, a honoré de sa présence cette manifestation d'une grande qualité. Présents dans le public également des représentants de la communauté intellectuelle haïtienne, écrivains, poètes, universitaires, journalistes... et des amis d'Haïti.

L'actualité du mois

Un bateau ivre

Début Décembre, les évêques d'Haïti comparaient leur pays à un « bateau ivre ». Les assassinats et les tentatives d'assassinats qui se sont multipliés au mois de décembre ne font que confirmer cette image. Un glissement s'est effectué, de rapports légitimes des mouvements politiques opposés en violence incontrôlée (ou provoquée) de part et d'autre. Et pire même, en « bataille entre gangs armés, dans une zone frontalière où il existe des trafics illicites en tout genres, drogues, armes, etc. » (selon Serge Gilles, un des dirigeants de la Convergence).

A la confusion des armes s'est ajoutée celle des mots, ceux du Président, liant la crise actuelle aux luttes entre riches et pauvres, et entre noirs et mulâtres. C'était risquer de raviver la haine sociale et raciale. Le Président s'en est aperçu et a rectifié, en invitant à l'unité « au-delà des couleurs et des classes en vue de l'établissement d'un climat de paix dans le pays ».

De fait, les deux anniversaires du 16 décembre 1990 (arrivée d'Aristide au pouvoir) et du 17 décembre 2001 (où s'était produit des violences contre l'opposition) ont donné lieu à des manifestations mais sans confrontations violentes.

La vie quotidienne est marquée par :

- Les dérives financières privées et publiques, par la flambée des prix pour les produits de première nécessité et une augmentation très brutale des prix des produits pétroliers. Cela a entraîné une augmentation de plus de 50% du prix des transports en commun. Il s'en est suivi une grève des transports organisée par une dizaine de syndicats de transporteurs afin d'obtenir du gouvernement qu'il revienne sur les mesures d'augmentation des prix des produits pétroliers.
- Les menaces qui pèsent sur l'information, notamment sur les journalistes. C'est ainsi qu'a été tué, devant chez elle dans la soirée de Noël, l'un des gardes du corps de Michèle Montas, veuve de Jean Dominique journaliste assassiné et elle-même journaliste. D'autres journalistes de Radio Haïti Inter ont subi des menaces. Menaces aussi sur les installations, celles de radio Maxima et Venus FM ont été saccagées et sabotées.
- L'insécurité va de pair avec l'impunité. L'enquête sur l'assassinat de Jean Dominique n'est toujours pas achevée depuis deux ans et huit mois. Elle a été parsemée d'assassinats et de rebondissements spectaculaires.
- La police est douteuse souvent, et paraît impliquée dans certains assassinats, comme ceux de trois frères dans la commune de Carrefour, celui d'un étudiant en médecine ou ceux de manifestants, tués ou blessés par balle, début janvier.

Mais, pour garder notre image de « bateau ivre », les « passagers » réagissent :

Des représentants de divers secteurs (paysan, syndical, patronal, enseignant, intellectuel...) se sont adressés publiquement aux autorités haïtiennes. En tout, ce sont 124 institutions et organisations, issues de 12 secteurs de la société haïtienne qui somment le pouvoir de satisfaire à sept exigences avant d'engager un processus électoral : respect des libertés publiques, démantèlement des gangs armés, établissement d'un climat de sécurité, arrestation des auteurs des violences du 17 décembre 2001 et des meurtriers des journalistes Jean Dominique et Brignol Lindor, libération des détenus bénéficiant d'une décision de justice et cessation des déclarations incitant à la haine et à la violence.

La déclaration réclame également du pouvoir, des dispositions visant à mettre fin aux intimidations et aux agressions dont sont victimes de nombreux citoyens.

Le texte se conclut en invitant la population à se départir de la peur et à s'exprimer pacifiquement, de façon claire et dans la tolérance. Parmi les personnalités qui ont signé ce texte se trouve Raoul Peck, Franckétienne et Laënnec Hurbon.

A lire, à voir, à écouter (absolument !) :

CADET Jean-Robert, « **Restavec, Enfant esclave en Haïti** », Seuil, 2002.

En Haïti, les Restavec sont des enfants pauvres, donnés par leurs parents à des familles dans l'espoir qu'ils échapperont à la misère et pourront fréquenter l'école. Mais la réalité est tout autre.

L'auteur, un ancien Restavec, nous livre un témoignage poignant de cette réalité et des conséquences, une fois arrivé à l'âge adulte. Ce récit de vie est d'autant plus percutant que c'est sûrement la première fois que nous parvient l'histoire d'un de ces enfants racontée par lui-même. Il nous fait ainsi toucher du doigt ce que peut être encore de nos jours le ressenti des enfants en domesticité en Haïti.

En post-scriptum, l'auteur nous livre cette conclusion : " L'esclavage des Restavec est un mal.(...) C'est un crime contre la nature, car les droits même que l'enfant a à la vie - d'avoir sa place, de grandir, de sourire, d'être ému, d'apprendre et d'être un enfant - lui sont refusés et par ceux-là mêmes dont les ancêtres étaient des esclaves".

► NOUVEAU Première émission télévisée présentée par des Haïtiens sur Zalea TV

Le mardi 28 janvier 2003 à 22h30, c'est toute la communauté haïtienne de Paris et sa région qui est invitée à ce premier grand rendez-vous télévisuel. Car le petit écran est à ce jour le seul média où les Haïtiens sont absents en France.

Le sujet qui sera traité par les invités est plus que jamais d'actualité puisqu'il s'agit du bicentenaire de la mort du précurseur de l'indépendance d'Haïti Toussaint Louverture. Pour en parler, des invités prestigieux tels que : M. Robert SAUREL, Ambassadeur de la République d'Haïti en France, M. Philippe PICHOT, Chargé du projet «Bicentenaire de la mort de Toussaint Louverture» au Château de Joux, M. Eric SAURAY, juriste et coordonnateur du Concours de discours et du Grand prix d'art Toussaint Louverture et Mireille PAME BALIN, Journaliste et présidente de l'Alliance Panafricaine.

Cette émission télévisée sera présentée par **Nixon Amilcar et Romel Louis-Jacques**, animateur de l'émission radiophonique Kòn Lanbi. **Les téléspectateurs pourront participer en direct à l'émission en téléphonant au : 01 46 07 22 08.**

Comment capter Zalea TV ?

Zalea TV est diffusée à Paris et en région parisienne de 22h30 à 02h30 depuis le 29 octobre 2002. Elle émet actuellement sur le canal UHF 35 (583,25 MHz) les mardi, mercredi, jeudi et un lundi sur deux.

Si vous ne recevez la télévision que par le câble, branchez une petite **antenne d'intérieur** sur la prise antenne de votre téléviseur. Ensuite, lancez une recherche de chaînes. Arrêtez le tuner du téléviseur (ou du magnétoscope) dès qu'il détecte Zalea TV sur le canal UHF 35 (583,25 MHz). Zalea TV est située après toutes les chaînes nationales hertziennes, juste après M6.

Un cadeau pour les lecteurs de NIH ! L'homme de théâtre haïtien Jean-René Lemoine crée sa nouvelle pièce « L'Adoration » au Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis (93) du 6 janvier au 2 février (tous les jours sauf le mercredi). Le prix des places est de 13 euros (au lieu de 18) en réservant de la part du Collectif Haïti de France. Réservation et renseignements : par téléphone au 01 48 13 70 00 ou sur place du lundi au samedi de 11 h à 19 h (59 bd Jules Guesde, 93 Saint-Denis).

Journée des associations franco-haïtiennes

Le 22 février 2003, de 10h à 22h, aura lieu la deuxième journée des associations franco-haïtiennes. L'édition 2003 se déroulera à la Bourse du travail de Saint-Denis et aura pour thème « Haïti, l'autre image ». Le programme prévoit des conférences, des projections de films, des expositions d'artisanat, de peintures, des animations musicales, un repas haïtien. De nombreuses associations exposeront leur savoir-faire, vous feront connaître leurs activités et découvrir leurs projets dans une superbe décoration imaginée par nos talentueux artistes.

Pour les associations franco-haïtiennes qui voudraient participer, merci de prendre contact très rapidement avec le Collectif Haïti de France au 01 43 48 31 78.

Bourse du travail de Saint-Denis, 11 rue Génin, Métro Porte de Paris. Entrée libre.